

LE TEMPS

france Mercredi 14 septembre 2011

François Hollande: «Je reste opposé à toute forme d'amnistie fiscale. Rubik en est une»

Par Richard Werly, Strasbourg

Pour «Le Temps», le candidat socialiste à la primaire François Hollande dit son opposition à un prélèvement libérateur tel que celui proposé par la Suisse, accepté par l'Allemagne et le Royaume-Uni

La primaire socialiste ne se tient pas à l'écart de l'Europe. Présent mardi au Parlement européen de Strasbourg, avant de prononcer en soirée dans cette ville un discours consacré à la crise de l'euro, François Hollande a répondu aux questions du Temps. Premier sujet: l'évasion fiscale et le contentieux entre la France et la Suisse.

Le Temps: L'Allemagne et le Royaume-Uni viennent d'accepter la proposition «Rubik» d'un prélèvement libérateur pour régler leur passif fiscal avec la Suisse. La France doit-elle suivre ces exemples...

François Hollande: Je vois bien l'avantage de cette formule qui permet des rentrées immédiates dans les caisses de l'État. Il est en outre logique, normal et positif que la Suisse propose à ses voisins des façons de régler leurs contentieux fiscaux. Mais en tant que tel, le projet «Rubik» ne me paraît pas acceptable. Y souscrire revient à encourager l'évasion fiscale, et à donner son accord au maintien de l'anonymat pour les détenteurs de capitaux dans les banques suisses, ce que je ne peux pas accepter. Je reste opposé à toute forme d'amnistie fiscale, et Rubik en est une.

- Vous êtes candidat à la candidature socialiste pour la présidence de la République française. Un tel sujet ne mérite-t-il pas un examen plus approfondi? Seriez-vous prêt à en examiner les modalités?

- Trouver un accord avec la Suisse sur ces questions est indispensable. Mieux connaître ce que la Confédération propose, et ce qu'elle est prête à offrir à la France pour régler ce passif fiscal, est par conséquent justifié. Mais je ne peux pas accepter qu'un règlement du contentieux s'apparente à une amnistie. Je note d'ailleurs que l'actuel gouvernement français s'oppose à Rubik pour ces mêmes raisons. Est-il possible de trouver une autre formule, plus adaptée à nos exigences? Si les autorités helvétiques nous font d'autres propositions, nous les examinerons. Je les examinerai.

- La zone euro est en crise. Certains réclament la sortie de la Grèce. Impensable selon vous?

- Le pire est toujours possible. C'est la réalité. On ne peut pas l'exclure et refuser de la prendre en compte. Je ne vois toutefois pas en quoi la sortie de la Grèce de la zone euro serait profitable: sa monnaie nationale serait sans doute dévaluée de 30 à 40%, sa dette envers les pays de l'UE serait renchérie d'autant... Avant que les effets d'une dévaluation compétitive ne se fassent sentir, une immense majorité de Grecs se trouveraient ruinés. Ce serait un grand échec pour l'Europe, et une tragédie pour la Grèce. Je ne suis pas surpris, néanmoins, que le sujet soit de nouveau mis sur la table. Certains pronostiquent, depuis sa création, l'éclatement de la zone euro. La crise de la dette leur offre une magnifique occasion de revenir à la charge. Je leur réponds: sortir la Grèce de l'euro, c'est hypothéquer l'avenir de l'Europe.

- Vous avez longtemps été un proche de Jacques Delors. Dans un entretien récent au «Temps», ce dernier affirmait que «l'euro comme l'Europe sont au bord du gouffre». Que faire pour l'éviter?

- L'actuel président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ferait bien de suivre l'exemple de Jacques Delors, lorsque celui-ci était en poste à Bruxelles. Delors incarnait l'autorité communautaire. Il avait un projet qu'il défendait contre vents et marées, dans les pays membres. Il tenait tête aux chefs d'Etat ou de gouvernement. Barroso, lui, s'évertue à ne pas les fâcher. Il ne parvient plus à imposer l'Europe contre les égoïsmes nationaux. Question de personnalité, de mandat et aussi d'époque. L'UE d'aujourd'hui n'est plus celle de Helmut Kohl et de François Mitterrand. Ma proposition, dans ce contexte, est d'aller au plus simple en fusionnant les deux postes de président du Conseil européen (ndlr: occupé par l'ancien premier ministre belge Herman Van Rompuy) et de président de la Commission. La gestion déplorable de la crise grecque, largement due à l'absence de leadership politique, le démontre tous les jours: il faut une autorité unique à la tête de l'UE.

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA